

Monsieur le président, est-ce que tous ces changements à l'économie que propose le bill C-170 auront un effet salvateur pour les contribuables? Je prétends qu'il n'y aura pas grand-chose de mieux pour les contribuables, dans tous ces énoncés de principes et dans les nouvelles mesures qu'on s'appête à adopter dans le domaine fiscal.

Je pense que nous aurons encore les mêmes problèmes et que tout cela ne fera que compliquer la situation économique que nous connaissons et que nous déplorons.

Notre situation économique n'est pas contrebalancée d'une façon satisfaisante. Nous produisons, comme je l'ai dit tout à l'heure, toutes sortes de denrées, nous consommons et nous capitalisons. Et c'est dans ces secteurs qu'il faut mettre de l'ordre, et c'est justement dans ces secteurs que le présent bill ne fait aucun écho.

Le présent bill ne s'attarde pas à ces secteurs, que nous devrions tous étudier, et auxquels nous devrions apporter les changements nécessaires, pour aboutir aux résultats tant attendus de la population. Nous savons tous que, dans le présent budget comme dans les budgets antérieurs, les améliorations que nous apportons aux différents modes de taxation et de distribution doivent hypothéquer l'avenir.

Or, c'est sur l'hypothèque de l'avenir que nous basons présentement nos règlements. En fait, nos lois et nos règlements de taxation sont préparés en prévision des dettes futures, des hypothèques futures, et cela ne règle pas le problème ni pour le présent, ni pour l'avenir.

On se sert de l'avenir pour hypothéquer davantage les citoyens, ce qui ne réglera pas les problèmes fondamentaux de notre économie. L'accumulation des déficits sera préjudiciable plus tard, parce qu'il faudra alors payer les dettes du passé, créer de nouvelles dettes et faire face aux problèmes qui surgiront alors.

Cr, le budget a pour but premier d'enrayer le chômage, de supprimer la pauvreté et de freiner l'inflation. Je crois, d'après l'état actuel des choses, que c'est le contraire qui se produit, car nous connaissons l'augmentation du taux de chômage et de l'inflation, et nous voyons avec regret la pauvreté s'aggraver.

Plus nous avançons, plus nous devenons pauvres, moins les citoyens sont capables de subvenir à leurs besoins, et moins les citoyens sont capables de balancer leur propre budget, parce que celui-ci est «déséquilibré», en fait, par les budgets gouvernementaux.

Quand les gouvernements veulent laisser un peu de latitude, afin que les budgets des particuliers se bouclent et qu'on les équilibre d'une certaine façon, on le fait à condition de «déséquilibrer» celui de l'État. Si l'on «déséquilibre» celui de l'État pour essayer de «rebalancer» celui des particuliers, cela ne résout pas le problème, et c'est l'État qui se trouve en mauvaise posture, avec les déficits que nous connaissons présentement.

Monsieur le président, on suggère dans le présent bill que l'exemption de base de l'impôt du particulier passe de \$1,500 à \$1,600 par année pour les célibataires, et de \$1,850 à \$3,000 pour les couples mariés. Je crois que ceci est loin d'être suffisant, et je suis convaincu que le problème ne pourra se résoudre ainsi.

Monsieur le président, pour être logique et pour ajuster un peu les exemptions d'impôts à la hausse du coût de la vie, il aurait au moins fallu faire comme la province de Québec, et porter l'exemption de base des célibataires à \$3,000 et celle des gens mariés à \$5,000 par année.

Monsieur le président, cela aurait été un peu plus acceptable aux contribuables, bien que cela n'eût pas

Impôt sur le revenu

encore réglé le problème, car on dit présentement que tout près de 2,700,000 contribuables ne paieront plus d'impôt selon la nouvelle exemption de base. Ils ne payaient pas plus d'impôt avant, parce qu'ils étaient trop pauvres pour en payer, et l'augmentation du coût de la vie et l'inflation que nous connaissons annulent l'effet des stimulants que le gouvernement croit donner à la population.

On dit que plusieurs milliers de citoyens ne paieront plus d'impôt; malgré tout cela, le gouvernement ira percevoir tout près d'un milliard et demi de dollars de plus qu'avant.

On dit que l'on va réduire les impôts, et c'est le contraire qui se produit; on augmente les impôts comme jamais auparavant. Et l'on peut dire la même chose des gouvernements provinciaux. On déclenche des élections et l'on dit aux citoyens qu'on a réduit les impôts, alors qu'on les a augmentés.

Les impôts que nous connaissons présentement sont en partie indirects, ils sont «camouflés», et le gouvernement ou le ministre des Finances (M. Turner) s'appête à étaler son grand talent en disant aux Canadiens: Nous vous avons exemptés d'impôt, nous avons réduit les impôts, alors qu'on en fait porter le fardeau par une certaine classe de contribuables.

Quant à la suppression de la taxe de 10 p. 100 sur les eaux gazeuses que l'on nous a demandé d'accepter, nous l'avons acceptée, je crois, avec joie, mais c'est peu de chose pour les contribuables. Ceci est loin de régler leurs problèmes.

Monsieur le président, je crois que si le gouvernement avait inclus dans le budget l'octroi d'un escompte de 10 p. 100 sur le lait, dont le prix n'en finit pas d'augmenter, et sur les autres produits alimentaires pour vraiment aider les familles, on pourrait dire: Voilà une mesure positive, concrète, qui aidera directement les citoyens dans leur grande dépression économique, qui les aidera à équilibrer de nouveau leur budget et à vivre un peu plus convenablement.

Quant à la pension de sécurité de la vieillesse, qui a été portée de \$82 à \$100 par mois, nous avons voté en faveur; nous en sommes fiers, mais nous savons que cela ne réglera pas le problème non plus. Nous savons que l'augmentation du coût de la vie et que l'inflation sont plus considérables que l'augmentation. Il n'existe donc pas encore de solution pratique, de solution que l'on peut accepter avec foi. On ne peut pas encore dire aux contribuables que l'on a vraiment fait quelque chose de palpable pour eux; nous n'avons rien fait de positif. C'est tout négatif, monsieur le président.

Les citoyens bien pensants, ceux qui voient clair disent: Ce que vous faites, au Parlement, c'est tout négatif; rien ne contribue à nous aider à vivre convenablement, dans toutes ces choses-là, dans tous ces «barbotages»-là, absolument rien! Nous ne connaissons que des augmentations de taxes et d'impôts; plus nous empruntons d'argent, plus il nous faut en remettre, et nous sommes de plus en plus pauvres.

Plus les gouvernements progressent, plus la pauvreté se multiplie au sein de la population; plus les gouvernements s'endettent de toutes sortes de manières, dans tous les domaines de l'économie, plus les gens s'appauvrissent. Ces changements sont loin d'être avantageux et pratiques pour la population en général.

Les néo-démocrates disent qu'en taxant les grandes compagnies on remédiera au problème. Je suis en faveur d'une seule et unique table d'imposition, que je voudrais